

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE AGRICOLE CREDIT MUTUEL

Société Coopérative de Crédit Agricole au capital de 5 001 225 €.
Siège social : 34, rue du Wacken, 67000 Strasbourg.
778 200 741 R.C.S. Dijon.

Comptes individuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2018

I.— Bilan

(En euros)

Actif (en Euros)	31.12.2017	31.12.2016
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	3 192 687 456	3 134 598 691
Opérations avec la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus ALT	2 676	3 025
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit bail et location avec option d'achat	0	0
Location simple	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	2 028	2 028
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	97 612	395 381
Comptes de régularisation	7 282	17 425
Total de l'actif	3 192 797 054	3 135 016 549
Hors - bilan	31.12.2017	31.12.2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
Passif (en Euros)	31.12.2017	31.12.2016
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3 174 507 500	3 117 131 869
Opérations avec la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	359 060	353 113
Comptes de régularisation	40 360	99 443
Provisions	477 791	252 776
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	1 167 873	1 167 873
Capitaux propres hors FRBG	16 244 469	16 011 474
Capital souscrit	5 001 225	5 001 225
Primes d'émission	0	0
Réserves	10 932 912	10 532 912
Ecarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions	0	0
D'investissement		
Report à nouveau (+/-)	17 322	28 788
Résultat de l'exercice (+/-)	293 010	448 549
Total du passif	3 192 797 054	3 135 016 549
Hors -bilan	31.12.2017	31.12.2016
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0

II.— Compte de résultat

(en Euros)	31.12.2017	31.12.2016
-------------------	-------------------	-------------------

+ Intérêts et produits assimilés	51 745 097	58 404 675
- Intérêts et charges assimilées	-49 612 148	-56 037 916
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de location simple	0	0
- Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	0	0
- Commissions (charges)	0	-544
+/- Gains ou pertes sur opérat. Des port. De négociation	0	0
+/- Gains ou pertes sur operat. Des portefeuilles De placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	53 804	21 281
- Autres charges d'exploitation bancaire	-278 815	-200 898
Produit net bancaire	1 907 937	2 186 598
- Charges générales d'exploitation	-1 387 265	-1 414 588
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations	0	0
Des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	520 672	772 009
+/- Coût du risque	31 859	11 799
Résultat d'exploitation	552 531	783 809
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-381	0
Résultat courant avant impôt	552 150	783 809
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-259 140	-335 260
+/- Dotations/reprises de FRBG et prov. Réglementées		
Résultat net	293 010	448 549

III. — Affectation du résultat

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide d'affecter la totalité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de 293 010,38 euros et le report à nouveau de 17 322,12 euros soit un montant total de 310 332.50 euros de la façon suivante :

Dividende aux 5 000 010 parts B de valeur nominale de 1€ (0.014 € par part)	70 000.14 €
Dividende aux 81 parts A de valeur nominale de 15 € (0.210 € par part)	17.01 €
Réserves statutaires	220 000 €
Réserves facultatives	0,00 €
Report à nouveau	20 315.35 €
	310 332.50 €

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèveront après distribution à 16 174 452.31 euros. La rémunération versée est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du code général des impôts.

IV. — Notes annexes aux comptes annuels 2017

La dénomination de la Caisse Agricole de Bourgogne Champagne a été modifiée en Caisse Agricole Crédit Mutuel (CACM) par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 avril 2004. La CACM est une société coopérative de Crédit Agricole Mutuel à capital variable, régie par les lois du 5 août 1920 et du 24 janvier 1984. La Caisse reste adhérente à la Fédération Centrale du Crédit Mutuel Agricole et Rural et a pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole et l'équipement agricole et rural effectuées par ses sociétaires.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de la Caisse Agricole de Crédit Mutuel (CACM) sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux normes 2014-03 et 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologués par arrêté ministériel.

Ils respectent les règles de prudence et les conventions de base concernant :

- La continuité de l'exploitation,
- La permanence des méthodes,
- L'indépendance des exercices.

Note n° 1.1 Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition, s'il est différent de la valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Note n° 1.2 Titres de participation

Les titres de participation et de filiales sont comptabilisés au coût historique. Ils font l'objet de provisions individuelles lorsque leur valeur d'inventaire appréciée par référence notamment à la situation nette et/ou aux perspectives futures, est inférieure au prix d'acquisition.

Note n° 1.3 Fonds pour risques généraux

Institué par le règlement CRBF n° 90/02 relatif aux fonds propres, ce fonds créé dans nos livres à compter de 1991 est le montant que la banque décide d'affecter en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire, parmi lesquels son exposition globale aux risques de taux et de contrepartie.

Au 31 décembre 2017, les montants affectés à ce fonds s'élèvent à 1 167 873,30 euros (inchangés par rapport au 31.12.2016).

Note n° 1.4 Provisions pour risques et charges

La Caisse Agricole Crédit Mutuel constitue des provisions destinées à couvrir des risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, mais dont la réalisation est pour autant incertaine. Ces provisions sont inscrites au passif du bilan.

Le niveau des provisions est périodiquement ajusté en fonction des événements survenus en cours de l'exercice. Les mouvements de provisions pour risques et charges sont classés au compte de résultat dans les rubriques auxquelles elles se rapportent.

Note n° 1.5 Impôt sur les bénéfices

Le poste "Impôt sur les bénéfices" correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Pour l'exercice 2017 la CACM ne bénéficie d'aucun crédit d'impôt.

2. Notes annexes au bilan

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers d'euros.

2.1 Mouvements ayant affecté les postes de l'actif immobilisé

	Valeur brute au 31.12.16	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31.12.17
Immobilisations financières	3			3
Immobilisations corporelles	2			2
Immobilisations incorporelles				
Totaux	5		0	5

2.2 Amortissements et provisions sur actif immobilisé**Amortissements**

	Amortissements au 31.12.16	Dotations	Reprises	Amortissements au 31.12.17
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Totaux				

Provisions

	Provisions au 31.12.16	Dotations	Reprises	Provisions au 31.12.17
Immobilisations financières				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Totaux				

2.4 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	Inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Créances sur les établissements de crédit						
A vue	18 181					18 181
A terme			3 174 506			3 174 506
Créances sur la clientèle						
Créances commerciales						
Autres concours à la clientèle						
Comptes ordinaires débiteurs						
Obligat° et autres titres à revenu fixe dont titres de transaction						
Totaux	18 181		3 174 506			3 192 687

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné

Passif	Inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
--------	--	--------------------------	------------------	---	-----------------------------	-------

Dettes envers les établissements de crédit						
A vue	2					2
A terme			3 174 506			3 174 506
Comptes créditeurs de la clientèle						
Comptes d'épargne à régime spécial						
A vue						
A terme						
Autres dettes						
A vue						
A terme						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						
Emprunts obligataires						
Autres dettes représentées par un titre						
Dettes subordonnées						
Totaux	2		3 174 506			3 174 508

Le montant des épargnes (3 174 506) et le montant des crédits en cours (3 174 506) sont évalués à la date du 30/11/2017.

Les intérêts sont calculés aux taux moyens de 1,51 % pour les charges et de 1,58 % pour les produits.

2.5 Portefeuille titres : ventilation entre portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement

	Port. De transaction	Portefeuille de placement	port. d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres				
Totaux	0	0	0	0

2.6 Portefeuille titres : plus et moins-values latentes sur titres de placement

Montant des plus-values latentes sur titres de placement :	0 €
Montant des moins-values latentes sur titres de placement ayant fait l'objet d'une provision :	0 €

2.7 Portefeuille titres : ventilation selon la cotation

	Montant des titres cotés	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Actions propres			
Totaux	0	0	0

2.8 Ventilation du poste " Réserves "

	Montant 2017	Montant 2016
Réserve légale	500	500
Réserves statutaires et contractuelles	9 002	8 602
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 431	1 431
Totaux	10 933	10 533

2.9 Intérêts courus à recevoir ou à payer

Actif	Intérêts courus à recevoir
Caisse - banques centrales - CCP	
Effets publics et valeurs assimilées	
Créances sur les établissements de crédit	
A vue	
Créances sur la clientèle	
Créances commerciales	
Autres concours à la clientèle	
Comptes ordinaires débiteurs	
Obligations et autres titres à revenu fixe	

Actions et autres titres à revenu variable	
Promotion immobilière	
Participations et activités de portefeuille	
Parts dans les entreprises liées	
Totaux	0
Passif	Intérêts courus à payer
Banques centrales - CCP	
Dettes envers les établissements de crédit	
A vue	
A terme	
Comptes créditeurs de la clientèle	
Comptes d'épargne à régime spécial	
A vue	
A terme	
Autres dettes	
A vue	
A terme	
Dettes représentées par un titre	
Bons de caisse	
Titres du marché interbancaire et titres de Créances négociables	
Emprunts obligataires	
Autres dettes représentées par un titre	
Dettes subordonnées	
Totaux	0

2.10 Opérations réalisées avec le réseau

	Montant 2017	Montant 2016
Créances sur les établissements de crédit		
A vue	18 181	17 468
A terme	3 174 506	3 117 131
Dettes envers les établissements de crédit		
A vue	2	1
A terme	3 174 506	3 117 131
Totaux	6 367 195	6 251 731

Le montant des épargnes (3 174 506) et le montant des crédits en cours (3 174 506) sont évalués à la date du 30/11/2017.

Les intérêts sont calculés aux taux moyens de 1,51 % pour les charges et de 1,58 % pour les produits.

2.11 Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale

Aucune créance sur la clientèle n'est éligible au refinancement d'une banque centrale au 31.12.17.

2.12 Postes "Autres actifs" et "Autres passifs"

Autres actifs	Montant 2017	Montant 2016
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Débiteurs divers	98	395
Autres stocks et assimilés		
Autres emplois divers		
Totaux	98	395

Autres passifs	Montant 2017	Montant 2016
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres de transaction		
Dont dettes sur titres empruntés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Versement restant à effectuer sur titres non libérés		
Créditeurs divers	359	353
Totaux	359	353

2.13 Comptes de régularisation

Actif	Montant 2017	Montant 2016
Siège et succursale - réseau		

Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écarts		
Pertes potentielles sur contrats de couverture		
Charges à répartir		
Charges constatées d'avance	3	2
Produits à recevoir	3	15
Comptes de régularisation divers		
Totaux	6	17

Passif	Montant 2017	Montant 2016
Siège et succursale - réseau		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écarts		
Gains potentiels sur contrats de couverture		
Gains à étaler sur contrats de couverture		
D'instruments financiers à terme non dénoués		
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	40	99
Comptes de régularisation divers		
Totaux	40	99

2.14 Provisions pour risques et charges

	Montant 2016	Dotation	Reprise	Montant 2017
Provisions pour charges de retraite				
Prov. Pour risques d'exécution d'engagements par signature				
Prov. Pour risques sur opérations de promotion immobilière				
Provisions pour risques-pays				
Provisions pour impôt				
Autres provisions	253	279	54	478
Fonds pour risques bancaires généraux (*)	1 168			1 168
Totaux	1 421	279	54	1 646

3. Notes annexes au compte de résultat

3.1 Ventilation des revenus des titres à revenu variable

	Montant 2017	Montant 2016
Revenus des actions et autres titres à revenu		
Variable de placement		
Revenus des titres de participation et de filiales		
Revenus des titres de l'activité de portefeuille		
Totaux		

3.2 Produits et charges d'exploitation bancaire

	Montant 2017	Montant 2016
Revenus des immeubles		
Autres produits d'exploitation bancaire	54	21
Produits d'exploitation bancaire	54	21
Dotations aux amortissements d'immobilisation hors exploitation		
Autres charges d'exploitation bancaire	-279	-201
Charges d'exploitation bancaire	-279	-201

3.3 Charges générales d'exploitation

	Montant 2017	Montant 2016
Salaires et traitements		
Charges de retraite		
Autres charges sociales		
Intéressement et participation des salariés		
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations		
Autres impôts et taxes	-19	-17
Services extérieurs	-1 368	-1 398
Dotations/reprises de provisions sur charges gen d'exploit		

Charges refacturées		
Totaux	-1 387	-1 415

3.4 Coût du risque

	Montant 2017	Montant 2016
Dotations aux provisions liées à des créances		
Reprises de provisions liées à des créances	12	6
Créances irrécouvrables		
Récupérations sur créances amorties	20	6
Dotat° aux provisions liées à des opérations de hors-bilan		
Reprises de provis° liées à des opérations de hors-bilan		
Totaux	32	12

4. Bilan comparé sur 5 ans

(En euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Actif (net)					
Créances sur les établissements de crédit	3 192 687 456,48	3 134 598 690,63	3 091 870 773,88	2 987 012 675,17	2 917 021 310,04
Opérations avec la clientèle					
Immobilisations financières	2 676,26	3 025,18	11 022,12	7 022,12	7 022,12
Immobilisations corporelles	2 027,57	2 027,57	2 027,57	2 027,57	2 027,57
Autres actifs	97 611,62	395 381,45	47 491,61	48 999,79	47 504,14
Comptes de régularisation	7 282,24	17 424,62	1 800,00	11 041,62	23 918,47
Total de l'Actif	3 192 797 054,17	3 135 016 549,45	3 091 933 115,18	2 987 081 766,27	2 917 101 782,34
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit	3 174 507 500,00	3 117 131 869,36	3 074 237 000,00	2 971 433 800,00	2 902 190 500,00
Opérations avec la clientèle			43 626,77	43 626,77	44 314,45
Autres passifs	359 060,25	353 113,34	749 884,98	382 358,60	380 315,00
Comptes de régularisation	40 360,17	99 443,23	8 643,00	96 029,45	234 231,29
Provisions	477 790,99	252 776,44	73 140,00		
Fonds pour risques bancaires généraux	1 167 873,30	1 167 873,30	1 167 873,30	366 128,49	366 128,49
Capitaux propres hors FRBG	16 244 469,46	16 011 473,78	15 652 947,13	14 759 822,96	13 886 293,11
Capital souscrit	5 001 225,00	5 001 225,00	5 001 225,00	5 001 225,00	5 001 210,00
Primes d'émission	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves	10 932 911,96	10 532 911,96	9 652 911,96	8 752 910,96	7 902 808,96
Ecart de réévaluation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions réglementées et subventions d'invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Report à nouveau	17 322,12	28 788,12	10 662,72	7 141,90	0,00
Résultat de l'exercice	293 010,38	448 548,70	988 147,45	998 545,10	982 274,15
Total du Passif	3 192 797 054,17	3 135 016 549,45	3 091 933 115,18	2 987 081 766,27	2 917 101 782,34

5. Autres informations**5.1 Information sur le capital social**

Nombre de parts au 31 décembre 2017 :	
- parts A :	81
- parts B :	5 000 010

	Nombre en début d'exercice en Eur			Variation de l'exercice	Nombre en fin d'exercice contre-valorisé en Eur		
	Nombre	Nominal	Montant	Montant	Nombre	Nominal	Montant
Parts A	81	15	1 215		81	15	1 215
Parts B	5 000 010	1	5 000 010		5 000 010	1	5 000 010
Total capital	5 000 091		5 001 225		5 000 091		5 001 225

5.2 Information sur la situation fiscale latente

FRBG :	Brut (en k€)	IS latent (en k€)
	1 168	-389
	1 168	-389

5.3 Effectif moyen et proposition d'affectation du résultat**5.3. 1 Effectif moyen**

La Caisse Agricole n'a plus de personnel en activité.

5.4 Proposition d'affectation du résultat

Le bénéfice 2017 permet l'affectation d'une somme de 310 332,50 euros.

La proposition d'affectation est la suivante :

Versement d'un dividende :	5 000 091 actions (1,40 % taux des parts B)
5 000 010 parts B valeur nominale 1 € (0,014 €/ par part)	70 000,14
81 parts A valeur nominale 15 € (0,210 € par part)	17,01
Réserves statutaires	220 000,00
Réserves facultatives	0,00
Report à nouveau	20 315,35
	310 332,50

La rémunération versée est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du Code Général des Impôts.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017,

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Agricole de Crédit Mutuel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Agricole du Crédit Mutuel par l'assemblée générale de mai 1998 pour le cabinet SARL Chenneville et de mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2017, le cabinet SARL Chenneville était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11

Nous remettons un rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes :

Paris La Défense, le 3 mai 2018

Oberhausbergen, le 3 mai 2018

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille
Associé

SARL Daniel Chenneville
Daniel Chenneville
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de la Caisse Agricole Crédit Mutuel, sis au 34 rue du Wacken – 67000 Strasbourg.